

Proposition alternative pour l'art. 114 de la Proposition de révision 6030 portant instauration d'une nouvelle Constitution

Commentaire et argumentaire

I. Analyse critique du libellé proposé le 21 janvier 2015

(Cf. Doc. Parlementaire 6030-15. p. 24)

A. Le texte

Art. 114. – En matière religieuse et idéologique, l'Etat respecte en vertu du principe de séparation, les principes de neutralité et d'impartialité.

La loi règle les relations entre l'Etat et les communautés religieuses ainsi que leur reconnaissance.

Dans les limites et formes fixées par la loi, des conventions à approuver par la Chambre des Députés peuvent préciser les relations entre l'Etat et les communautés religieuses reconnues.

B. Analyse du texte

- 1) La cascade des principes que présente l'article tel qu'il est libellé soulève un problème de logique. En effet, le principe de séparation n'entraîne nullement la neutralité ou l'impartialité de l'État (voir à ce sujet la pratique des États totalitaires, comme p. ex. les États communistes). On peut se demander également ce que le terme impartialité ajoute à neutralité.
- 2) Faire de la séparation le principe suprême en matière « religieuse et idéologique » pose par ailleurs problème en soi. Tout d'abord il faudrait dire explicitement quelles sont les entités visées par la séparation : séparation de qui avec qui ? D'autre part, le terme de séparation n'est pas univoque. De quelle séparation s'agit-il ? D'une séparation bienveillante, incluant une certaine collaboration, comme nous l'avons connue jusqu'ici ? D'une séparation « claudicante » comme elle existe en Allemagne ? D'une séparation de type anglo-saxon ? D'une séparation radicale à la française qui évoque des souvenirs historiques d'hostilité ? Dans l'imaginaire collectif des Luxembourgeois le terme ne manquera pas de susciter des associations d'idées avec ce dernier modèle. Est-ce voulu, alors que, de l'aveu même du ministre des Affaires Extérieures de France, M. Laurent Fabius, le régime français des cultes est un système juridique complexe qui n'a pas vocation à être exporté comme tel, la France elle-même connaissant du reste, notamment en Alsace-Lorraine et dans des Départements ou Territoires d'Outre-Mer, des régimes dérogatoires au régime de la séparation radicale ? N'aurions-nous pas droit à une approche plus positive et plus bienveillante comme celle adoptée par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) ?
- 3) Le terme « idéologique » est particulièrement impropre. C'est la traduction balourde de l'allemand « weltanschaulich », mais cela ne dit pas du tout la même chose.
- 4) Combiné à la neutralité et à l'impartialité, le terme « idéologique » aboutit dans une impasse. L'État peut-il vraiment être neutre et impartial à l'égard de toutes les idéologies, y compris l'idéologie nazie par exemple ? Par une telle disposition

constitutionnelle ne se priverait-il pas de tout droit de sanctionner pénalement la propagande néonazie, par exemple ?

- 5) À l'alinéa 3 il n'est plus question que des communautés religieuses à l'exclusion de celles visées par le terme « idéologique ».
- 6) Les termes « reconnaissance », « reconnues » posent également question. Même sous le régime actuel on n'a jamais parlé de culte reconnu. En effet, la reconnaissance impliquerait un jugement de valeur et serait dès lors contraire aux principes de neutralité, d'égalité et de non-ingérence dans les affaires internes d'un culte. Ici on pourrait tout au plus parler d'enregistrement.

Conclusion : Une refonte complète et fondamentale du texte proposé s'impose.

II. Argumentaire de la proposition alternative

Généralités

Le présent article entend mettre en exécution la liberté de pensée de conscience et de religion prévue par les articles 14 et 24 de la Proposition de révision 6030 portant instauration d'une nouvelle Constitution.

La présente proposition cherche à tenir compte dans la mesure du possible de toutes les sensibilités présentes dans notre société et surtout à n'en heurter aucune. Elle entend, par le fait même, contribuer à la cohésion et à la paix sociale ainsi que, plus largement, au bien commun de notre peuple.

Ad alinéa 1

Plutôt que de choisir comme notion-clé le terme cloisonnant de séparation, la présente proposition choisit comme référence principale la notion ouverte de neutralité. Elle préconise une neutralité bienveillante qui s'exprime en premier lieu par la garantie et le respect de la liberté religieuse.

Pour désigner les groupements qui se réfèrent à une « Weltanschauung » et les distinguer des communautés religieuses, elle parle d'organisations philosophiques et non confessionnelles, suivant en cela la terminologie retenue par l'art. 17 du TFUE.

Affirmant haut et fort l'autonomie de l'État, elle stipule également l'autonomie de ces communautés et organisations qui découle de la liberté religieuse et inclut le principe de liberté d'organisation ou d'autodétermination de ces entités ainsi que le principe de non-ingérence de l'État dans ces domaines.

Ad alinéa 2

La garantie de la liberté religieuse dans ces différentes facettes étant évoquée conformément aux articles 14 et 24 de la Proposition de révision 6030 portant instauration d'une nouvelle Constitution, il est important d'insister sur le libre exercice du culte, tant dans sa dimension privée que dans sa dimension publique.

Ad alinéa 3

L'alinéa 3 doit beaucoup à l'art. 17, paragraphe 3, du TFUE libellé comme suit : « Reconnaisant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces églises et organisations ». La présente proposition entend encore préciser cette contribution spécifique qui consiste

essentiellement dans la production, la sauvegarde et la culture des valeurs indispensables à la vie de la société (liberté, justice, paix, responsabilité, tolérance etc.). En effet, l'État lui-même, neutre par définition, ne peut pas développer et encore moins imposer ces valeurs. Il est, à cette fin, tributaire de l'apport des forces vives et des corps intermédiaires de la société parmi lesquels les communautés et organisations dont question ont une place et une tâche fondamentales.

À l'appui de cette argumentation on pourrait encore citer le communiqué du Saint-Siège sur la visite du Premier ministre Xavier Bettel au Vatican le 17 septembre 2015, selon lequel les interlocuteurs se sont « entendus sur l'importance de la liberté religieuse et des valeurs spirituelles dans la cohésion sociale ».

On peut aussi faire référence au ministre de l'Intérieur de la République Française, M. Bernard Cazeneuve, qui a, dans un discours prononcé le 20 septembre 2015 lors de l'inauguration de la nouvelle cathédrale de Créteil, célébré les cathédrales comme « signes visibles de l'invisible », en ajoutant que cet événement était pour lui l'occasion de témoigner « le respect de la République pour toutes les familles spirituelles qui façonnent notre société et de souligner la contribution qu'elles apportent à la France d'aujourd'hui ».

Qu'il soit encore permis de citer le "Hamburger Grundsatzprogramm" du SPD allemand du 28.10.2007 : „Für uns ist das Wirken der Kirchen, der Religions- und Weltanschauungsgemeinschaften durch nichts zu ersetzen, insbesondere wo sie zur Verantwortung für die Mitmenschen und das Gemeinwohl ermutigen und Tugenden und Werte vermitteln, von denen die Demokratie lebt. - Wir suchen das Gespräch mit ihnen und, wo wir gemeinsame Aufgaben sehen, die Zusammenarbeit in freier Partnerschaft.“

Au dialogue préconisé par le TFUE, la présente proposition ajoute encore, dans la ligne de la dernière affirmation du "Hamburger Grundsatzprogramm" précité, la possibilité voire le souhait d'une certaine collaboration. En effet, l'État et les communautés et organisations dont question sont, à des titres divers et partiellement du moins, au service des mêmes personnes. Il en résulte des zones mixtes où une collaboration est nécessaire ou du moins hautement souhaitable, dans l'intérêt même des personnes. Les synergies développées actuellement, du plan international au niveau local, pour l'aide aux réfugiés en sont un exemple significatif.

Ad alinéa 4

La Constitution ne peut que fixer le cadre général des relations entre l'État d'une part, les communautés religieuses et les organisations philosophiques et non confessionnelles d'autre part. Pour que ces relations soient pacifiques et fructueuses au service du bien commun, des règles de détail, prenant en compte la spécificité, l'envergure, l'histoire des diverses entités sont nécessaires. C'est le rôle des conventions.

Ad alinéa 5

L'avant-dernier alinéa habilite l'État à accorder un soutien financier aux communautés religieuses et aux organisations philosophiques et non confessionnelles au même titre qu'il soutient d'autres organismes dont les activités sont utiles à la vie de la société, tout en étant économiquement non rentables. À l'égard des ministres des cultes, le meilleur moyen à cet effet est selon nous le maintien des traitements des ministres des cultes (art. 106 de la Constitution actuelle) qui ont du reste, historiquement, une

fonction de compensation et de réparation. Pour les organisations philosophiques et non confessionnelles un régime analogue pourrait être envisagé à l'égard des agents de maisons de la laïcité telles qu'elles étaient prévues dans le programme gouvernemental de 2009.

Ad alinéa 6

Le dernier alinéa s'inscrit plus particulièrement en faux contre le projet de loi 6824 qui entend e. a. interdire aux Communes de verser des subventions volontaires aux fabriques d'église. Cette interdiction est, en effet, contraire à l'autonomie communale et discriminatoire puisqu'elle vise exclusivement une institution du seul culte catholique, la liberté discrétionnaire des Communes restant entière par rapport à d'autres communautés.

Luxembourg, le 14 octobre 2015